

Québec, le 8 décembre 2023

Madame Chantal Rouleau

Députée de Pointe-aux-Trembles

Ministre de la Solidarité sociale et de l'Action communautaire

Par courriel : Ministre.ssac@mtess.gouv.qc.ca

Objet : Demande de financement à la mission de concertation régionale intersectorielle en développement social

Madame la Ministre,

Le Réseau québécois de développement social vous remercie d'avoir accueilli sa participation aux étapes de consultation menant au renouvellement du Plan de lutte contre la pauvreté sous votre responsabilité. À l'approche du dépôt de ce Plan, il nous apparaît de première importance que vous puissiez reconnaître l'apport majeur des instances régionales de concertation intersectorielle comme clé de voûte pour en asseoir la mise en œuvre et se diriger résolument vers l'élimination de la pauvreté et de l'exclusion sociale.

L'arrivée d'une ministre dédiée à l'action communautaire et à la solidarité sociale envoie le message fort d'un leadership audacieux et avant-gardiste en matière de mieux vivre ensemble au Québec. C'est l'occasion pour le gouvernement du Québec de consolider des antennes régionales qui rassemblent et mobilisent les acteurs des milieux de vie, tant du secteur communautaire que des secteurs municipal, institutionnel et étatique¹.

Ce travail de concertation prend du temps, des efforts, des ressources et des expertises. Il est temps de reconnaître l'impact structurant du travail réalisé au sein des concertations régionales intersectorielles en développement social qui évitent les dédoublements et le travail en silo et, au contraire, favorise la cohérence des actions déployées au sein des territoires.

Les membres du RQDS (voir la liste en annexe) mobilisent les acteurs intersectoriels de leurs régions autour de projets pour améliorer les conditions de vie et réduire les inégalités sociales en animant le vivre ensemble. Ils interviennent en sécurité alimentaire, santé et habitudes de vie, habitation et logement, transport, changements climatiques, souvent à l'unisson avec les concertations thématiques telles que jeunesse, femmes, familles, aînés. Ils accompagnent des initiatives locales enracinées dans la participation citoyenne, contribuent à des projets de recherche pour ainsi donner vie aux plans de communauté élaborés ensemble par les partenaires.

¹ Organismes communautaires de première ligne, tables locales de développement social ou de lutte à la pauvreté, directions de santé publique et organisateurs communautaires, élus de proximité, directions régionales de ministères, philanthropie, chercheurs, nombreux sont les acteurs qui agissent de concert sur les enjeux vécus par les populations. Ce sont tous des partenaires de l'action intersectorielle régionale en développement social.

Depuis la fin de la pandémie, nous avons noté que plusieurs ministères de l'État québécois valorisent la concertation intersectorielle. Plutôt que de développer des structures de concertation parallèles, nous encourageons un soutien significatif à celles qui existent déjà dans l'objectif de se doter de conditions optimales. Nos membres et partenaires cumulent expertises et expérience; ils veulent faire partie des solutions envisagées par le gouvernement, c'est pourquoi nous proposons une reconnaissance forte et un soutien à la hauteur de la mission de concertation en développement social. Il s'agit également d'une occasion inestimable pour la ministre de la Solidarité sociale et de l'Action communautaire de se fédérer avec d'autres ministères, de valoriser l'interministériel pour un financement partagé compte tenu de certains objectifs communs, autour d'une solution qui offre un réel impact sur les communautés dans une perspective de développement durable. Rappelons que le développement social est l'une des quatre dimensions du développement durable.

Nous tenons à préciser que le financement octroyé dans le cadre des Alliances pour la solidarité est important pour les territoires comme financement de projets de lutte contre la pauvreté, mais pour atteindre un impact structurant, il doit s'appuyer sur des concertations régionales intersectorielles fortes ayant un financement à la mission pour leur rôle de concertation et leur capacité d'accompagnement à la prise en charge des milieux. La mise en commun de priorités et de leviers est l'un des avantages incontournables de la concertation intersectorielle. Or ces instances régionales sont les seules à ne pas recevoir de soutien pour réaliser leur mission.

Le RQDS propose donc au gouvernement, via le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, de financer de manière récurrente la mission de concertation intersectorielle en développement social à l'échelle régionale (voir liste des membres en annexe) partout au Québec.

Nous nous portons volontaires pour collaborer avec vous à l'élaboration d'une mécanique de financement en appui au fonctionnement de l'action intersectorielle qui pourrait s'inspirer de celles qui existent déjà par exemple pour les corporations de développement communautaire (CDC), de l'action communautaire autonome (ACA), des conseils régionaux de l'environnement (CRÉ) ou même du modèle de financement pour les tables de quartier de la Ville de Montréal. Il s'agit de combler l'absence de financement par un minimum de ressources de fonctionnement pour chacune des régions avec une approche d'équité territoriale pour l'action collective.

Le modèle québécois de concertation régionale permet de maintenir un véritable tissu social dont le maillage est flexible pour assurer cohérence et réactivité selon les situations de vulnérabilité. Les effets d'un investissement dans la mission de concertation sont garants d'un avenir où l'entraide compte des points essentiels au bien-être et à la solidarité sociale. Le gouvernement peut bénéficier du déploiement de la concertation régionale intersectorielle en développement social pour assurer un dialogue entre les instances de l'État et la société civile. Il s'agit là d'une condition essentielle pour articuler une réponse concrète aux enjeux transversaux de la pauvreté et de l'exclusion sociale dans les territoires. Cela suppose de respecter les réalités régionales dont les acteurs sont respectivement des experts, et de mettre en place des moyens pour que le filet de sécurité épouse les contours des zones de vulnérabilités sociales.

L'occasion est parfaite avec le renouvellement du Plan pour reconnaître la légitimité du travail intersectoriel régional et son impact structurant sur l'amélioration des conditions de vie des Québécoises et des Québécois.

Au nom du conseil d'administration du RQDS, veuillez recevoir l'expression de toute notre considération.



Lisa Lavoie
Présidente du conseil d'administration



Hélène Guillemette
Directrice générale

Cc : [Membres du RQDS](#); **Éric Girard**, député de Groulx et ministre des Finances; **Marie-Louise Tardif**, députée de Lavolette–Saint-Maurice et adjointe parlementaire (volet action communautaire); **Suzanne Blais**, députée d'Abitibi-Ouest et adjointe parlementaire (volet solidarité sociale); **Francis Gauthier**, sous-ministre adjoint au ministère de l'Emploi et de la solidarité sociale; **Simon Langelier**, directeur de cabinet.

Annexe : Liste des membres du RQDS

Région 01 – Bas-Saint-Laurent

Collectif régional de développement du Bas-Saint-Laurent

Région 02 – Saguenay-Lac-St-Jean

La démarche en développement social Maria-Chapdelaine (membre local, régional à venir)

Région 03 – Capitale Nationale

Collectif pour l'inclusion et le développement social dans la Capitale-Nationale

Région 04 – Mauricie

Consortium en développement social de la Mauricie

Région 05 – Estrie

Réseau estrien en développement social

Région 06 – Montréal

Présentement, aucune organisation ne représente cette région car elle est articulée en tables de quartiers et soutenue par la Coalition montréalaise des tables de quartiers (CMTQ).

Région 07 – Outaouais

Concertation pour le développement social de l'Outaouais

Région 08 – Abitibi-Témiscamingue

Démarche régionale de DS en cours de développement, portée par Centraide Abitibi-Nord du Québec

Région 09 – Côte-Nord

Table Santé-Qualité de vie Côte-Nord

Région 10 – Nord-du-Québec

Réseau jamésien de développement social

À venir

Région 11 – Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine

Réseau de développement social Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine

Région 12 – Chaudière-Appalaches

À venir

Région 13 – Laval

Politique régionale de développement social de Laval

Région 14 – Lanaudière

Table des partenaires du développement social de Lanaudière

Région 15 – Laurentides

Conseil Régional de Développement Social des Laurentides

Région 16 – Agglomération de Longueuil

Pour le moment, aucune organisation ne représente cette région.

Région 16 – Montérégie-Est

Table de développement social Pierre-de-Saurel (membre local, régional à venir)

Région 16 – Montérégie-Ouest

Concertation Horizon

Région 17 – Centre-du-Québec

Comité régional en développement social du Centre-du-Québec